



Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre et la période de six mois
clos le 30 septembre 2013



Compte rendu de la direction.....	1
Déclaration de responsabilité de la direction.....	7
États financiers intermédiaires résumés (non audités).....	8

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

COMPTE RENDU DE LA DIRECTION

POUR LE TRIMESTRE ET LA PÉRIODE DE SIX MOIS CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2013

Le compte rendu de la direction présente les principales activités et initiatives ainsi que les risques et les résultats financiers importants de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013. Ce compte rendu de la direction devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités de l'ACSTA pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, qui ont été établis selon les normes de comptabilisation et d'évaluation applicables aux termes des Normes internationales d'information financière (IFRS). Le présent compte rendu de la direction devrait aussi être lu conjointement avec le Rapport de gestion et les états financiers audités de l'exercice clos le 31 mars 2013, et le Rapport financier trimestriel pour le trimestre clos le 30 juin 2013. L'information présentée dans le présent rapport est exprimée en milliers de dollars canadiens et elle est à jour au 27 novembre 2013, sauf indication contraire.

Déclarations prospectives

Les lecteurs doivent savoir que le présent rapport renferme un certain nombre d'informations et de déclarations prospectives. Ces dernières contiennent des données qui sont généralement déclarées comme étant anticipées, prévues ou projetées par l'ACSTA et tiennent compte de risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats réels et la performance de l'organisation diffèrent de manière significative de tout résultat ou toute performance futurs exprimés ou sous-entendus dans les informations prospectives en question.

Caractère significatif

En vue de déterminer les informations qui doivent être présentées dans le compte rendu, la direction a appliqué le concept de caractère significatif comme guide pour la divulgation. La direction estime que des informations sont significatives s'il est vraisemblable que leur omission ou une anomalie les concernant, appréciée par rapport aux circonstances particulières, influencerait les décisions économiques prises par les intervenants de l'ACSTA.

APERÇU DE L'ORGANISATION

L'ACSTA est une société d'État qui a pour mandat d'effectuer un contrôle efficace et efficient des personnes, ainsi que des biens en leur possession ou sous leur garde, ou des effets personnels ou des bagages qu'elles confient à un transporteur aérien en vue de leur transport, avant qu'elles n'accèdent, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée. L'ACSTA est aussi chargée de veiller à ce que les activités de contrôle soient menées de façon uniforme dans l'ensemble du Canada et d'exécuter les autres fonctions liées à la sûreté du transport aérien que la ministre des Transports, sous réserve des modalités qu'elle détermine, lui confère. L'ACSTA doit exercer ses responsabilités dans l'intérêt public et en tenant compte des intérêts des voyageurs. La mission de l'ACSTA est de protéger le public en assurant la sûreté des aspects critiques du système de transport aérien tels qu'ils sont désignés par le gouvernement du Canada.

Pour ce faire, l'ACSTA assure des services de contrôle dans les quatre secteurs suivants :

- le contrôle préembarquement (CPE) : le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels;
- le contrôle des bagages enregistrés (CBE);
- le contrôle des non-passagers (CNP) : le contrôle aléatoire des non-passagers;
- le programme de carte d'identité pour les zones réglementées (CIZR) : la gestion du contrôle de l'accès aux zones réglementées de l'aéroport, au moyen de données biométriques.

En plus de ses activités obligatoires, l'ACSTA a un accord avec Transports Canada pour effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports. Ce programme a été conçu de manière à contrôler des quantités limitées de fret durant les périodes hors pointe en utilisant la technologie et les ressources opérationnelles existantes.

CONTEXTE OPÉRATIONNEL

La partie ci-après du rapport présente de l'information sur les changements importants qui sont survenus dans le contexte opérationnel de l'organisation depuis le 30 juin 2013.

AMÉLIORATION DU CNP

Comme le *Rapport annuel de 2013* en fait état, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a récemment adopté une norme renforcée en matière de CNP et de contrôles de sécurité. L'ACSTA travaille avec Transports Canada, les aéroports et les transporteurs aériens à l'élaboration d'options à long terme pour continuer de satisfaire à cette norme.

CROISSANCE DU NOMBRE DE PASSAGERS

Le profil de financement du fonctionnement de l'ACSTA ne tient que partiellement compte de l'augmentation des taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle et ne tient pas compte de la croissance du volume de passagers. Les statistiques de Transports Canada pour le trimestre de juin à août 2013 montrent que le volume de passagers dans les huit aéroports les plus occupés du pays a augmenté de 3,4 % par rapport à la même période en 2012¹.

Au cours de la période considérée, l'ACSTA a observé des temps d'attente plus longs pour les passagers comparativement à l'exercice précédent. L'ACSTA continue de travailler avec Transports Canada pour remédier à cette pression financière.

CHANGEMENT TOUCHANT LA MAIN-D'ŒUVRE

Après la fin du trimestre, le fournisseur de services de contrôle de l'ACSTA dans la région de l'Est, Securitas Transport Aviation Security Ltd., et ses agents de contrôle localisés à l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal ont signé une nouvelle convention collective. Cette entente de travail demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 2015. À la suite de cette signature, toutes les conventions collectives entre les fournisseurs de services de contrôle de l'ACSTA et leurs agents de contrôle syndiqués de partout au Canada ont été ratifiées.

¹ Les statistiques sur le trafic aérien pour le trimestre de juillet 2013 à septembre 2013 n'étaient pas disponibles au moment de la publication.

RISQUES ET INCERTITUDES

Il n'y a eu aucun changement important dans le profil de risques de l'ACSTA au cours du trimestre considéré.

INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE

Le tableau ci-après présente les points saillants de l'état du résultat global pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre 2013 et le 30 septembre 2012 :

Points saillants financiers – État du résultat global	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de six mois closes les 30 septembre			
	2013	2012	Écart en \$	Écart en %	2013	2012	Écart en \$	Écart en %
(en milliers de dollars)	(non audités)	(non audités)			(non audités)	(non audités)		
Charges ¹								
Services de contrôle et autres coûts connexes	85 130 \$	86 528 \$	(1 398) \$	(2%)	170 579 \$	174 827 \$	(4 248) \$	(2%)
Frais d'administration directs et services généraux	17 676	18 207	(531)	(3%)	38 555	37 789	766	2%
Amortissement	15 355	17 950	(2 595)	(14%)	31 626	34 613	(2 987)	(9%)
Exploitation et entretien du matériel	10 425	10 723	(298)	(3%)	21 366	20 624	742	4%
Total des charges	128 586 \$	133 408 \$	(4 822) \$	(4%)	262 126 \$	267 853 \$	(5 727) \$	(2%)
Total des autres (produits) charges	538 \$	(246) \$	784 \$	(319%)	969 \$	(325) \$	1 294 \$	(398%)
Performance financière avant le financement public	129 124 \$	133 162 \$	(4 038) \$	(3%)	263 095 \$	267 528 \$	(4 433) \$	(2%)
Financement public								
Crédits parlementaires pour les charges opérationnelles	111 610	114 002	(2 392)	(2%)	226 100	229 609	(3 509)	(2%)
Amortissement du financement public différé lié aux immobilisations	16 027	17 868	(1 841)	(10%)	32 802	34 647	(1 845)	(5%)
Total du financement public	127 637 \$	131 870 \$	(4 233) \$	(3%)	258 902 \$	264 256 \$	(5 354) \$	(2%)
Performance financière et total du résultat global	(1 487) \$	(1 292) \$	(195) \$	15%	(4 193) \$	(3 272) \$	(921) \$	28%

¹ Les charges opérationnelles sont présentées par activité de programme dans l'état du résultat global, alors qu'elles sont présentées par grandes catégories de charge dans le tableau ci-haut, conformément à la note complémentaire 10 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013.

Le tableau ci-après présente les points saillants de l'état de la situation financière au 30 septembre 2013 et au 31 mars 2013 :

Points saillants financiers – État de la situation financière	Au 30 septembre	Au 31 mars	Écart en \$	Écart en %
	2013	2013		
(en milliers de dollars)	(non audités)	(audités)		
Total des actifs	338 967 \$	365 297 \$	(26 330) \$	(7%)
Total des passifs	361 632 \$	383 769 \$	(22 137) \$	(6%)

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

La section ci-après renferme de l'information sur les principaux écarts observés à l'état du résultat global pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent.

RÉSULTATS POUR LE TRIMESTRE ET LA PÉRIODE DE SIX MOIS CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2013

Services de contrôle et autres coûts connexes

Les charges relatives aux services de contrôle et aux autres coûts connexes ont légèrement diminué pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, par rapport aux mêmes périodes en 2012. Cette diminution s'explique principalement par une réduction du nombre d'heures de contrôle achetées aux points de CPE, partiellement compensée par une augmentation des heures de contrôle achetées aux points de CNP.

Les heures de contrôle achetées aux points de CPE ont diminué en partie à cause de l'installation d'un logiciel de reconnaissance automatisée des cibles sur les scanners corporels dans les principaux aéroports du Canada. De plus, l'ACSTA dispose d'un budget plus faible pour les paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle pour le CPE et le CBE par rapport à l'exercice précédent. Combinée à l'augmentation des taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle selon les contrats, la diminution du budget pour les paiements s'est traduite par une baisse des heures de contrôle achetées surtout aux points de CPE des aéroports les plus occupés au pays.

Les heures de contrôle achetées aux points de CNP ont augmenté en raison de la mise en œuvre des activités nécessaires à l'amélioration du CNP, amorcée au cours du deuxième trimestre par suite du renforcement de la norme de l'OACI dont il a été question plus haut.

Amortissement

L'amortissement a diminué de 2 595 \$ (14 %) et de 2 987 \$ (9 %) respectivement pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, par rapport aux mêmes périodes en 2012. La diminution s'explique principalement par la révision de la durée d'utilité estimative de certains matériels de CBE au cours du deuxième trimestre. Ce matériel est progressivement remplacé dans le cadre du programme pluriannuel de gestion du cycle de vie du CBE. La fin de l'amortissement d'ordinateurs, de logiciels intégrés et de matériel électronique, car devenant entièrement amorti, explique également cette diminution.

Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations

L'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations a diminué de 1 841 \$ (10 %) et de 1 845 \$ (5 %) respectivement pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, par rapport aux mêmes périodes en 2012. La diminution s'explique principalement par la révision de la durée d'utilité estimative de certains matériels de CBE amortissables au cours du deuxième trimestre, de même que par l'amortissement moins élevé en raison de la fin de l'amortissement d'ordinateurs, de logiciels intégrés et de matériel électronique, tel que l'indique le paragraphe précédent. Cette diminution est partiellement compensée par des pertes sur immobilisations corporelles plus élevées au cours du trimestre considéré.

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La présente section donne de l'information sur les principaux écarts observés à l'état de la situation financière au 30 septembre 2013 par rapport au 31 mars 2013.

TOTAL DES ACTIFS

Le total des actifs a diminué de 26 330 \$ (7 %) principalement pour les raisons suivantes :

- Les clients et autres débiteurs ont diminué de 7 700 \$ surtout en raison de la baisse des crédits parlementaires à recevoir résultant du moment où les montants ont été demandés au Trésor.
- Les immobilisations corporelles et incorporelles ont diminué de 19 981 \$ surtout en raison de l'amortissement comptabilisé totalisant 31 626 \$. Cette diminution a été partiellement compensée par l'acquisition et l'installation de matériel au coût de 12 838 \$.

TOTAL DES PASSIFS

Le total des passifs a diminué de 22 137 \$ (6 %) surtout en raison de la diminution du montant total du financement public différé lié aux immobilisations, à la suite de l'amortissement constaté à ce titre au montant de 32 802 \$. Cette diminution a été partiellement compensée par le montant des crédits parlementaires acquis qui se chiffre à 12 822 \$.

PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Le *Résumé du plan d'entreprise de 2013-2014* de l'ACSTA n'avait pas encore été déposé au Parlement au moment de publier le présent rapport. Tant que le résumé du plan ne sera pas déposé au Parlement et rendu public, l'ACSTA ne sera pas en mesure de présenter une analyse des écarts significatifs entre ses résultats financiers et ceux prévus dans son *Résumé du plan d'entreprise 2013-2014*.

CRÉDITS PARLEMENTAIRES UTILISÉS

Les activités de l'ACSTA sont financées grâce aux crédits parlementaires versés par le gouvernement du Canada. Le montant des crédits parlementaires utilisés est comptabilisé selon la méthode de comptabilité d'exercice dite « de caisse modifiée ». Le tableau ci-après permet donc d'effectuer un rapprochement entre les crédits parlementaires utilisés pour les charges opérationnelles et les charges opérationnelles comptabilisées selon les IFRS :

Rapprochement entre le total des charges opérationnelles et les crédits parlementaires utilisés pour les charges opérationnelles	Trimestres clos les		Périodes de six mois closes les	
	30 septembre		30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
(en milliers de dollars)	(non audités)	(non audités)	(non audités)	(non audités)
Total des charges	128 586 \$	133 408 \$	262 126 \$	267 853 \$
Produits d'intérêts et gain net/perte nette de change	(134)	(175)	(133)	(263)
Charges opérationnelles hors trésorerie				
Amortissement	(15 355)	(17 950)	(31 626)	(34 613)
Charges au titre des avantages du personnel ¹	(1 836)	(1 387)	(3 335)	(2 790)
Frais relatifs aux employés à payer ²	292	61	(971)	(546)
Pièces de rechange provenant des immobilisations ³	-	-	(75)	(123)
Charges au titre des avantages incitatifs à la location différés ⁴	57	45	114	91
Crédits parlementaires pour les charges opérationnelles	111 610	114 002	226 100	229 609
Autres éléments affectant le financement				
Variation nette des charges payées d'avance et des stocks ⁵	(837)	(2 394)	(1 193)	(2 494)
Total des crédits parlementaires utilisés au titre des charges opérationnelles	110 773 \$	111 608 \$	224 907 \$	227 115 \$

¹ Les avantages du personnel sont comptabilisés dans l'état du résultat global conformément aux IFRS. Aux termes de la *Directive sur l'utilisation du Trésor pour les sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, l'ACSTA est autorisée à prélever du Trésor du Canada les fonds qui lui sont alloués pour répondre à ses besoins financiers à court terme. Le montant à prélever est déterminé en fonction d'une évaluation de la solvabilité et d'une évaluation axée sur la poursuite des activités, qui sont réalisées par les actuaires de l'organisation, conformément à la *Loi sur les normes de prestation de pension*. Le montant prélevé au titre des avantages du personnel n'est pas nécessairement égal à la charge correspondante qui doit être comptabilisée selon les IFRS, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

² Les frais relatifs aux employés à payer sont des charges comptables qui se composent des sommes au titre de la rémunération variable et des indemnités de vacances accumulées engagées au 30 septembre 2013. Ces frais sont financés avec les crédits parlementaires au fur et à mesure qu'ils sont approuvés à la fin de l'exercice, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

³ Les pièces de rechange provenant des immobilisations se composent d'éléments qui ont été financés grâce à des crédits parlementaires liés aux dépenses en immobilisations au cours des exercices antérieurs, mais qui ont été passés en charges au cours de l'exercice considéré, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

⁴ Les avantages incitatifs à la location différés constituent une charge comptable hors trésorerie qui sert à comptabiliser les avantages découlant des contrats de location dont les modalités sont favorables, y compris des réductions significatives du loyer et l'utilisation gratuite d'aires communes. Les charges de location sont financées avec les crédits au fur et à mesure des décaissements, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

⁵ Les charges payées d'avance et les stocks sont passés en charges au fur et à mesure que l'ACSTA retire les avantages des actifs. Ils sont financés par les crédits parlementaires au moment où les achats sont faits, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les crédits parlementaires utilisés pour les dépenses en immobilisations et les dépenses en immobilisations réelles présentées selon les IFRS :

Rapprochement entre les dépenses en immobilisations et les crédits parlementaires utilisés pour les dépenses en immobilisations	Trimestres clos les		Périodes de six mois closes les	
	30 septembre		30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
(en milliers de dollars)	(non audité)	(non audité)	(non audité)	(non audité)
Total des acquisitions d'immobilisations	9 495 \$	10 832 \$	12 838 \$	13 185 \$
Produits de la cession d'immobilisations corporelles et de matériel détenu en vue de la vente	(16)	(92)	(16)	(632)
Total des crédits parlementaires utilisés pour les dépenses en immobilisations	9 479 \$	10 740 \$	12 822 \$	12 553 \$

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie de l'ACSTA aux dates de clôture présentées dans les états financiers intermédiaires résumés et pour les périodes closes à ces dates.



Angus Watt
Président et chef de la direction
Ottawa, Canada

27 novembre 2013



Mario Malouin, CPA, CA, MA
Vice-président et chef des services financiers
Ottawa, Canada

27 novembre 2013

États financiers intermédiaires résumés

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2013 et 2012

(non audités)

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé de la situation financière
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	30 septembre 2013	31 mars 2013
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie	11 729 \$	9 076 \$
Clients et autres débiteurs (note 4)	52 945	60 645
Stocks (note 5)	17 625	17 765
Charges payées d'avance	1 624	2 677
	<u>83 923</u>	<u>90 163</u>
Actifs non courants		
Avantages du personnel (note 9)	501	611
Immobilisations corporelles (note 6)	248 761	266 325
Immobilisations incorporelles (note 7)	5 782	8 198
	<u>255 044</u>	<u>275 134</u>
	<u>338 967 \$</u>	<u>365 297 \$</u>
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	65 646 \$	69 721 \$
Financement public différé lié aux charges opérationnelles (note 8)	19 249	20 442
	<u>84 895</u>	<u>90 163</u>
Passifs non courants		
Avantages incitatifs à la location différés	1 172	1 286
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	254 543	274 523
Avantages du personnel (note 9)	21 022	17 797
	<u>276 737</u>	<u>293 606</u>
Capitaux propres		
Déficit accumulé	(22 665)	(18 472)
	<u>338 967 \$</u>	<u>365 297 \$</u>

Engagements (note 12) et passifs éventuels (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé du résultat global
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Charges				
Contrôle préembarquement	76 076 \$	81 161 \$	155 803 \$	163 673 \$
Contrôle des bagages enregistrés	33 989	35 023	68 609	69 301
Services généraux	11 018	11 971	24 561	24 275
Contrôle des non-passagers	6 562	4 268	11 393	8 683
Programme de carte d'identité pour les zones réglementées	941	985	1 760	1 921
Total des charges (note 10)	128 586	133 408	262 126	267 853
Autres charges (produits)				
Perte (profit) sur immobilisations corporelles	151	(76)	580	(76)
Dépréciation d'immobilisations incorporelles	521	-	521	-
Perte (gain) de change	(16)	(75)	89	(44)
Charges financières	-	10	1	20
Produits financiers	(118)	(100)	(222)	(219)
Profit sur le règlement de passifs relatifs au démantèlement	-	(5)	-	(6)
Total des autres charges (produits)	538	(246)	969	(325)
Performance financière avant le financement public	129 124	133 162	263 095	267 528
Financement public				
Crédits parlementaires pour les charges opérationnelles (note 8)	111 610	114 002	226 100	229 609
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	16 027	17 868	32 802	34 647
Total du financement public	127 637	131 870	258 902	264 256
Performance financière et total du résultat global	(1 487) \$	(1 292) \$	(4 193) \$	(3 272) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le 30 septembre:

	Déficit accumulé
Solde au 30 juin 2012	(29 429) \$
Performance financière et total du résultat global qui ne sera pas reclassé en performance financière	(1 292)
Solde au 30 septembre 2012	(30 721) \$
Solde au 30 juin 2013	(21 178) \$
Performance financière et total du résultat global qui ne sera pas reclassé en performance financière	(1 487)
Solde au 30 septembre 2013	(22 665) \$

Pour les périodes de six mois closes le 30 septembre:

	Déficit accumulé
Solde au 31 mars 2012	(27 449) \$
Performance financière et total du résultat global qui ne sera pas reclassé en performance financière	(3 272)
Solde au 30 septembre 2012	(30 721) \$
Solde au 31 mars 2013	(18 472) \$
Performance financière et total du résultat global qui ne sera pas reclassé en performance financière	(4 193)
Solde au 30 septembre 2013	(22 665) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux :				
Activités opérationnelles				
Performance financière	(1 487) \$	(1 292) \$	(4 193) \$	(3 272) \$
Éléments sans effet de trésorerie				
Amortissement des immobilisations corporelles (note 10)	14 072	16 486	29 010	31 711
Augmentation nette des avantages du personnel	1 836	1 387	3 335	2 790
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 10)	1 283	1 464	2 616	2 902
Perte (profit) sur immobilisations corporelles	151	(76)	580	(76)
Dépréciation d'immobilisations incorporelles	521	-	521	-
Autre opération non monétaire	-	-	25	-
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	(16 027)	(17 868)	(32 802)	(34 647)
Diminution des avantages incitatifs à la location différés	(57)	(45)	(114)	(91)
Charge de désactualisation au titre des passifs relatifs au démantèlement	-	10	-	20
Profit sur le règlement de passifs relatifs au démantèlement	-	(5)	-	(6)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 13)	(2 335)	6 160	4 976	16 022
	(2 043)	6 221	3 954	15 353
Activités d'investissement				
Crédits parlementaires reçus pour le financement d'immobilisations	6 398	16 137	16 398	22 137
Acquisition d'immobilisations corporelles	(2 007)	(13 001)	(16 978)	(23 209)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(363)	(341)	(721)	(689)
	4 028	2 795	(1 301)	(1 761)
Augmentation de la trésorerie	1 985	9 016	2 653	13 592
Trésorerie à l'ouverture de la période	9 744	10 483	9 076	5 907
Trésorerie à la clôture de la période	11 729 \$	19 499 \$	11 729 \$	19 499 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2013 et 2012
(en milliers de dollars canadiens)

1. L'Administration, son mandat et ses programmes

L'ACSTA a été établie en vertu de la *Loi sur l'ACSTA*, qui est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2002. L'ACSTA est une société d'État visée par la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et est un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

Le mandat de l'ACSTA consiste à effectuer le contrôle efficient et efficace des personnes, ainsi que des biens en leur possession ou sous leur garde, ou des effets personnels ou bagages qu'elles confient à un transporteur aérien en vue de leur transport, avant qu'elles n'accèdent, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée. L'ACSTA est aussi chargée de veiller à ce que les activités de contrôle soient menées de façon uniforme dans l'ensemble du Canada et d'exécuter les autres fonctions liées à la sûreté du transport aérien attribuées à l'organisation par la ministre des Transports sous réserve des modalités qu'elle détermine. L'ACSTA doit exercer ses responsabilités dans l'intérêt public et en tenant compte des intérêts des voyageurs.

À cette fin, l'ACSTA fournit des services de contrôle dans les quatre secteurs suivants :

1. CPE – le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels;
2. CPE – le contrôle des bagages enregistrés;
3. CNP – le contrôle aléatoire des non-passagers;
4. Programme de CIZR – la gestion du contrôle de l'accès aux zones réglementées de l'aéroport, au moyen de données biométriques.

En plus de ses activités obligatoires, l'ACSTA a conclu une entente avec Transports Canada pour effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports. Ce programme a été conçu de manière à contrôler des quantités limitées de fret durant les périodes hors pointe en utilisant la technologie et les ressources opérationnelles existantes.

L'ACSTA n'est pas soumise à l'impôt sur le bénéfice aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). L'ACSTA est cependant assujettie aux dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada), qui comprend la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente harmonisée (TVH). L'ACSTA est également assujettie à toutes les taxes de vente provinciales (TVP) applicables par les provinces et les territoires dans lesquels elle mène ses activités.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2013 et 2012
(en milliers de dollars canadiens)

2. Base d'établissement

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*, qui a été publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (Norme du SCT). Ces états n'ont pas été audités ni examinés par les auditeurs externes de l'ACSTA.

Selon la Norme du SCT, les états financiers intermédiaires doivent être établis selon les normes de comptabilisation et d'évaluation servant à la préparation des états financiers annuels audités. Par conséquent, les états financiers intermédiaires ont été établis selon les normes de comptabilisation et d'évaluation applicables en vertu des IFRS. Les états financiers intermédiaires ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies pour être conformes, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions des IFRS relatives aux informations à fournir applicables aux états financiers trimestriels et annuels. Ils devraient être lus conjointement avec les états financiers annuels audités les plus récents et l'analyse descriptive de la direction qui fait partie du rapport financier trimestriel pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013.

3. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires résumés sont décrites à la note 3 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2013, sauf pour l'adoption des nouvelles normes en vigueur le 1^{er} avril 2013, qui est décrite à la note 3 (q) des états financiers annuels.

4. Clients et autres débiteurs

Les créances et autres débiteurs sont composés des éléments suivants :

	30 septembre 2013	31 mars 2013
Crédits parlementaires	40 729 \$	45 685 \$
TPS et TVH à recouvrer	10 839	13 329
TVP à recouvrer	1 314	1 496
Autres	63	135
	52 945 \$	60 645 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2013 et 2012
(en milliers de dollars canadiens)

5. Stocks

Les stocks sont composés des éléments suivants :

	30 septembre 2013	31 mars 2013
Pièces de rechange	16 636 \$	16 881 \$
CIZR	621	587
Uniformes	368	297
	17 625 \$	17 765 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2013 et 2012
(en milliers de dollars canadiens)

6. Immobilisations corporelles

Le rapprochement des immobilisations corporelles se présente comme suit :

	Matériel de CPE	Matériel de CBE	Matériel de CNP	Matériel pour l'utilisa- tion de la CIZR	Ordinateurs, logiciels intégrés et matériel électronique	Mobilier et matériel de bureau	Améliorations locatives	Travaux en cours	Total
Coût									
Solde au									
31 mars 2013	122 207	\$ 656 242	\$ 5 167	\$ 5 553	\$ 24 116	\$ 435	\$ 10 236	\$ 32 447	\$ 856 403
Entrées	1	2 708	-	-	167	-	-	9 241	12 117
Sorties	(2 821)	(20 567)	(15)	(46)	(23)	-	-	-	(23 472)
Dépréciation	(67)	(57)	(4)	(600)	(846)	(340)	(67)	(51)	(2 032)
Reclassements	178	19 294	-	-	311	-	-	(19 783)	-
Solde au									
30 septembre 2013	119 498	\$ 657 620	\$ 5 148	\$ 4 907	\$ 23 725	\$ 95	\$ 10 169	\$ 21 854	\$ 843 016
Amortissement cumulé									
Solde au									
31 mars 2013	57 913	\$ 498 795	\$ 2 468	\$ 3 386	\$ 18 608	\$ 435	\$ 8 473	-	\$ 590 078
Amortissement	4 400	21 364	196	427	2 155	-	468	-	29 010
Sorties	(2 751)	(20 099)	(15)	(38)	(23)	-	-	-	(22 926)
Dépréciation	(55)	(31)	(4)	(562)	(848)	(340)	(67)	-	(1 907)
Solde au									
30 septembre 2013	59 507	\$ 500 029	\$ 2 645	\$ 3 213	\$ 19 892	\$ 95	\$ 8 874	-	\$ 594 255
Valeurs comptables									
Au 31 mars 2013	64 294	\$ 157 447	\$ 2 699	\$ 2 167	\$ 5 508	\$ -	\$ 1 763	\$ 32 447	\$ 266 325
Au 30 septembre 2013	59 991	\$ 157 591	\$ 2 503	\$ 1 694	\$ 3 833	\$ -	\$ 1 295	\$ 21 854	\$ 248 761

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2013 et 2012
(en milliers de dollars canadiens)

7. Immobilisations incorporelles

Le rapprochement des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

	Logiciels acquis à l'extérieur	Logiciels développés à l'interne	En développement	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2013	4 285 \$	19 119 \$	301 \$	23 705 \$
Entrées	25	550	146	721
Dépréciation	(428)	(1 860)	-	(2 288)
Reclassements	-	206	(206)	-
Solde au 30 septembre 2013	3 882 \$	18 015 \$	241 \$	22 138 \$
Amortissement cumulé				
Solde au 31 mars 2013	3 120 \$	12 387 \$	- \$	15 507 \$
Amortissement	388	2 228	-	2 616
Dépréciation	(350)	(1 417)	-	(1 767)
Solde au 30 septembre 2013	3 158 \$	13 198 \$	- \$	16 356 \$
Valeurs comptables				
Au 31 mars 2013	1 165 \$	6 732 \$	301 \$	8 198 \$
Au 30 septembre 2013	724 \$	4 817 \$	241 \$	5 782 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2013 et 2012
(en milliers de dollars canadiens)

8. Financement public différé

Le rapprochement du passif au titre du financement public différé se présente comme suit :

	30 septembre 2013	31 mars 2013
Financement public différé lié aux charges opérationnelles		
Solde à l'ouverture de la période	20 442 \$	23 100 \$
Crédits parlementaires facturés	227 613	473 287
Crédits parlementaires différés aux périodes futures	(2 706)	-
Financement public comptabilisé en tant que crédits parlementaires pour les charges opérationnelles	(226 100)	(475 945)
Solde à la clôture de la période	19 249	20 442
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations		
Solde à l'ouverture de la période	274 523 \$	310 120 \$
Crédits parlementaires facturés	13 911	38 398
Crédits parlementaires différés aux périodes futures	(1 089)	-
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	(32 802)	(73 995)
Solde à la clôture de la période	254 543	274 523
Total du financement public différé à la clôture de la période	273 792 \$	294 965 \$

9. Avantages du personnel

Sur une base trimestrielle, l'actif ou passif net de l'ACSTA pour le régime de retraite enregistré (RRE), le régime de retraite supplémentaire (RRS) et l'autre régime à prestations définies (ARPD) est mis à jour pour la différence entre le coût net estimatif des avantages, tel que déterminé lors de la plus récente évaluation actuarielle annuelle, et les cotisations de l'employeur aux régimes. Cependant, l'actif ou passif net n'est mise à jour pour d'importantes variations du marché qu'à la fin de chaque exercice financier, avec l'aide de l'actuaire des régimes.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2013 et 2012
(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après présente les charges et les cotisations relatives à chaque plan pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de six mois closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Charges				
RRE	2 375 \$	2 286 \$	4 750 \$	4 573 \$
RRS	55	60	110	121
ARPD	622	577	1 244	1 155
	3 052 \$	2 923 \$	6 104 \$	5 849 \$
Cotisations				
RRE	1 182 \$	1 506 \$	2 701 \$	2 997 \$
ARPD	34	31	68	62
	1 216 \$	1 537 \$	2 769 \$	3 059 \$

Le coût des services rendus au cours de la période et l'obligation au titre des prestations constituées sont déterminés par un actuaire à tous les ans. Les hypothèses significatives appliquées pour déterminer les obligations de l'ACSTA sont décrites à la note 12 des états financiers annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2013.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, l'ACSTA a comptabilisé une charge de 3 \$ (0 \$ en 2012) et 3 \$ (0 \$ en 2012), respectivement, relativement au régime de retraite à cotisation déterminée.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2013 et 2012
(en milliers de dollars canadiens)

10. Charges

L'état du résultat global présente les charges opérationnelles par activité de programme. Le tableau qui suit présente les charges opérationnelles pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre selon leur nature :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Services de contrôle et autres coûts connexes				
Paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle	83 664 \$	85 380 \$	167 856 \$	172 202 \$
Uniformes et autres coûts rattachés au contrôle	1 011	752	1 881	1 740
Matériel de détection de traces d'explosifs et biens non durables	455	396	842	885
	85 130	86 528	170 579	174 827
Frais d'administration directs et services généraux				
Frais relatifs aux employés	13 625	13 031	29 017	27 583
Contrats de location simple	1 557	1 477	3 067	3 146
Services professionnels et autres coûts liés aux affaires	856	1 061	2 272	2 032
Frais de bureau et frais informatiques	586	883	1 941	1 675
Autres frais d'administration	920	1 590	1 908	2 950
Communication	132	165	350	403
	17 676	18 207	38 555	37 789
Amortissement				
Amortissement des immobilisations corporelles	14 072	16 486	29 010	31 711
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 283	1 464	2 616	2 902
	15 355	17 950	31 626	34 613
Exploitation et entretien du matériel				
Entretien du matériel et pièces de rechange	10 002	10 558	20 614	20 086
CIZR	268	166	446	374
Formation et certification	155	(1)	306	164
	10 425	10 723	21 366	20 624
	128 586 \$	133 408 \$	262 126 \$	267 853 \$

Les autres coûts liés aux affaires comprennent les frais de déplacement, les frais liés aux conférences, les divers droits d'adhésion, les charges liées aux réunions et les coûts liés aux matériels de formation. Les autres frais d'administration englobent les coûts d'assurance, de réseau et de téléphonie.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2013 et 2012
(en milliers de dollars canadiens)

11. Financement public

Puisque le Résumé du plan d'entreprise 2013-2014 de l'ACSTA n'a pas encore été déposé devant le Parlement, il n'est pas encore possible de publier le montant total des crédits parlementaires disponibles pour l'exercice en cours. Par conséquent, le rapprochement entre les crédits parlementaires approuvés et les crédits parlementaires utilisés n'est pas fourni.

Le tableau ci-après présente le rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des charges opérationnelles et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Crédits parlementaires reçus et à recevoir	120 665 \$	124 117 \$	263 900 \$	280 889 \$
Montants reçus liés aux périodes précédentes	(6 287)	(12 431)	(36 287)	(49 431)
Montants différés aux périodes futures	(3 605)	(78)	(2 706)	(4 343)
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges opérationnelles	110 773 \$	111 608 \$	224 907 \$	227 115 \$

Les crédits parlementaires pour le financement des charges opérationnelles qui ont été différés aux périodes futures découlent du fait que les prévisions de dépenses dépassaient les dépenses opérationnelles réelles. On prévoit que ces montants seront utilisés et comptabilisés en performance financière au cours du prochain trimestre.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2013 et 2012
(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après présente un rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des immobilisations et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et périodes de six mois clos le 30 septembre :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Crédits parlementaires reçus et à recevoir	3 705 \$	17 519 \$	23 309 \$	25 468 \$
Montants reçus liés aux périodes précédentes	(4 398)	(7 137)	(9 398)	(10 137)
Montants à être facturés (différés) aux périodes futures	10 172	358	(1 089)	(2 778)
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des immobilisations	9 479 \$	10 740 \$	12 822 \$	12 553 \$

Les crédits parlementaires pour le financement des immobilisations à être facturés (différés) aux périodes futures découlent du fait que les prévisions de dépenses étaient inférieures (supérieures) aux dépenses en immobilisations réelles. On prévoit que ces montants seront facturés (utilisés) et comptabilisés en performance financière au cours du prochain trimestre.

12. Engagements

(a) Contrats de location simple

L'ACSTA a conclu des contrats de location simple de matériel et de locaux. Les paiements minimaux au titre des contrats de location simple sont les suivants :

	30 septembre	31 mars
	2013	2013
1 an ou moins	7 325 \$	7 087 \$
Plus de 1 an, mais 5 ans ou moins	20 923	20 115
Plus de 5 ans	661	1 923

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2013 et 2012
(en milliers de dollars canadiens)

Le contrat de location simple pour les locaux à bureau à l'administration centrale est le plus significatif. Il arrive à échéance le 30 novembre 2017 et contient une option de renouvellement pour cinq années supplémentaires, aux mêmes conditions que le contrat original. Après l'expiration de la période de prolongation, il n'y a aucun droit de prolongation et le loyer futur sera établi en fonction des conditions du marché à la date de prolongation.

(b) Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles comprennent divers contrats pour l'acquisition de matériel, de services de contrôle et d'entretien du matériel. Ces obligations sont assujetties aux crédits autorisés et sont assorties de droits de résiliation qui permettent à l'ACSTA de résilier les contrats sans pénalité et à sa discrétion.

Le tableau ci-après présente les engagements au titre de ces obligations contractuelles :

	30 septembre 2013	31 mars 2013
1 an ou moins	531 301 \$	517 862 \$
Plus de 1 an, mais 5 ans ou moins	1 250 121	1 288 360
Plus de 5 ans	14 556	16 782

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2013 et 2012
(en milliers de dollars canadiens)

13. Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie et informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie s'établit comme suit pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Diminution des clients et autres débiteurs	7 775 \$	5 525 \$	4 124 \$	26 196 \$
Diminution des stocks	372	1 165	190	945
Diminution des charges payées d'avance	465	1 229	1 053	1 673
Augmentation (diminution) des fournisseurs et autres créditeurs	(10 110)	867	802	(13 196)
Diminution de la partie courante des provisions	-	(310)	-	(1 445)
Augmentation (diminution) financement public différé lié aux charges opérationnelles	(837)	(2 316)	(1 193)	1 849
	<u>(2 335) \$</u>	<u>6 160 \$</u>	<u>4 976 \$</u>	<u>16 022 \$</u>

Les produits d'intérêts reçus et comptabilisés pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013 se chiffrent à 116 \$ (101 \$ en 2012) et 220 \$ (217 \$ en 2012), respectivement.

Les charges d'intérêts payées et comptabilisées pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013 se chiffrent à 0 \$ (0 \$ en 2012) et 1 \$ (0 \$ en 2012), respectivement.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, la variation des clients et autres débiteurs exclut des montants de 8 180 \$ (5 755 \$ en 2012) et 3 576 \$ (6 806 \$ en 2012), respectivement, pour le financement public lié aux dépenses en immobilisations. De plus, la variation exclut aussi des montants de 0 \$ (0 \$ en 2012) et 0 \$ (540 \$ en 2012), respectivement, au titre de notes de crédit afférentes aux immobilisations puisqu'ils concernent des activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, la variation des stocks exclut des montants de 0 \$ (0 \$ en 2012) et 50 \$ (123 \$ en 2012), respectivement, au titre du transfert de pièces de rechange des immobilisations corporelles aux stocks, puisqu'ils sont liés à une opération non monétaire.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2013 et 2012
(en milliers de dollars canadiens)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, la variation des fournisseurs et autres créiteurs exclut des montants de 7 109 \$ (2 603 \$ en 2012) et 4 877 \$ (10 806 \$ en 2012), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles puisqu'ils concernent des activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, l'ACSTA a reçu des produits hors trésorerie sous forme de notes de crédit d'un fournisseur totalisant 16 \$ (92 \$ en 2012) et 16 \$ (92 \$ en 2012), respectivement, qui sont liés à la sortie d'immobilisations corporelles et totalisant 0 \$ (0 \$ en 2012) et 0 \$ (540 \$ en 2012), respectivement, qui sont liés à la sortie du matériel détenue en vue de la vente.

14. Passifs éventuels

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2013, les parties impliquées dans une action en dommages-intérêts contre l'ACSTA et le procureur général du Canada, qui avait débutée en 2010-2011, ont convenu de cesser l'action et ce, sans frais pour toutes les parties impliquées. Pour ce qui est des deux autres actions en justice impliquant l'ACSTA, se reporter à la note 19 des états financiers annuels audités de l'exercice clos 31 mars 2013 pour une description de ces litiges.